



Avis conforme N° 2022-100

Saisine par autorité administrative : Commune de Saint-Sauveur-sur-Tinée
Numéro de dossier : PC 006 129 22 P0001
Pétitionnaire : EDF GEH Azur Ecrins
Adresse : 21 avenue Simone Veil Technopole Nice Méridia bât. The Crown B – 06 000 NICE
Nature de la demande : travaux en cœur de Parc national (relatifs à une activité autorisée)
Intitulé du projet : création d'un local d'exploitation d'ouvrage hydroélectrique
Localisation : vallon de Mollières, parcelles n°32, 573 et 574 section E commune de Saint-Sauveur-sur-Tinée

La Directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-26, R.331-19 et R.331-67,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.421-1, L.425-1, R.423-26 et R.425-19,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 7,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 13, 14 et 18 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu l'avis émis par le Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 06 avril 2022,

Considérant la déclaration préalable et la demande d'avis conforme formulées en date du 23 février 2022 par Madame MATTEI Véronique, adjointe administrative de la Mairie de Saint-Sauveur-sur-Tinée,

Considérant que le projet porte sur la construction d'un nouveau local d'exploitation de la prise d'eau de Mollières suite à la destruction du précédent local par la crue d'octobre 2020, ainsi que sur l'aménagement d'une plate-forme et d'enrochements en rive droite du torrent de Mollières,

Considérant que cette nouvelle construction s'intègre dans un programme de travaux plus global visant à désengraver et remettre en état la prise d'eau et ses abords, lesquels travaux ont débuté en 2021 pour se poursuivre jusqu'en 2023,

Considérant que la résilience de cette nouvelle construction vis-à-vis du risque de récurrence de fortes crues dans le vallon de Mollières n'est pas assurée faute d'étude géomorphologique et hydraulique précise réalisée à cette fin de prévention,

Considérant toutefois que le repositionnement de ce nouveau local d'exploitation en limite de zone de crue – telle qu'elle s'est exprimée en octobre 2020 – peut contribuer au moins partiellement à une diminution de cette exposition au risque,

Considérant par ailleurs que la création de ce nouveau local d'exploitation est indispensable au bon fonctionnement de l'ouvrage hydroélectrique une fois celui-ci restauré, dans la mesure où il permettra notamment en période de crues, l'ouverture à distance des vannes, la mise en transparence de l'ouvrage et le rétablissement de la continuité sédimentaire du cours d'eau,

Considérant que la forme de ce local d'exploitation n'est soumise à aucune préoccupation architecturale particulière pouvant faire obstacle à la mise en œuvre des normes techniques et de sécurité propres à la satisfaction des besoins d'exploitation industrielle de ce bâtiment et de l'ouvrage hydroélectrique,

Considérant que le projet présente par ailleurs des matériaux d'habillage extérieurs permettant une bonne intégration paysagère de la construction dans son environnement proche,

Considérant néanmoins la nécessité de rappeler les modalités de mise en œuvre indispensables pour garantir la compatibilité des travaux avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

La Directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour émet un avis favorable à la demande de travaux tels que décrits au dossier n° PC 006 129 22 P0001.

Ces travaux correspondent à la construction d'un nouveau local d'exploitation de la prise d'eau de Mollières, à l'aménagement d'une plate-forme et d'enrochements à ses abords.

Article 2 : Prescriptions

Le présent avis conforme est délivré sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- Prescriptions relatives à l'habillage du nouveau bâtiment

2.1. La toiture du nouveau local sera réalisée en bardeaux de mélèze ou en tôles intégralement habillées d'une sur-couverture en bardeaux de mélèze non traités.

2.2. L'habillage des parties supérieures des façades, tel que présenté aux plans, sera réalisé en planches de mélèze non traité, verticales et jointives.

2.3. A niveau des portes d'accès, les emmarchements seront recouverts d'un enduit ton pierre similaire à celui utilisé sur les parties inférieures des façades.

- Prescriptions relatives à la plate-forme et aux enrochements prévus en rive droite

2.4. La plate-forme aménagée au droit du nouveau local d'exploitation sera exclusivement constituée des matériaux alluvionnaires mobilisés par les travaux de désengravement de la prise d'eau et de ses abords.

2.5. Les enrochements – cordons de blocs - seront constitués de matériaux prélevés localement, à condition de ne pas prélever de blocs en lit mouillé et de varier les calibres mis en œuvre.

A défaut, ils seront constitués de matériaux rocheux de nature géologique équivalente.

2.6. L'enrochement de protection de la plate-forme sera réalisé :

- dans l'alignement du génie civil du déversoir d'orage et sa longueur à l'aval de l'ouvrage ne devra pas excéder les limites foncières de la concession – parcelles 32, 573 et 574 section E ;
- depuis les espaces terrestres situés en rive droite et strictement sur un espace à sec du lit majeur.

2.7. Le présent avis conforme ne vaut pas autorisation de procéder à une dérivation du lit mouillé même temporaire pour la réalisation de cet enrochement.

2.8. L'enrochement de protection situé à l'arrière du nouveau local et l'enrochement de protection de la plate-forme pourront être liaisonnés à condition que les maçonneries visibles restent discrètes (remplissage au cailloutis et joints fins) et soient façonnées en creux.

- Prescriptions relatives aux interventions sur la végétation

2.9. A proximité des aménagements prévus, les systèmes racinaires des éventuels arbres présents devront être protégés par une mise en défens au sol, sur un périmètre équivalent à la taille du houppier.

En cas d'incompatibilité des aménagements avec ce périmètre de mise en défens, l'abattage ponctuel des arbres dont le périmètre racinaire est impacté est autorisé, afin de prévenir toute chute ultérieure.

2.10. Les produits d'élagage et de coupe d'arbres seront laissés sur site, billonnés ou laissés dans leur plus grande de longueur et mis en tas au pied d'obstacles naturellement présents sur place (rocher, souches ou troncs).

2.11. Le broyage sur place ainsi que le brûlage des rémanents de coupe (branches et troncs) sont interdits.

- Prescriptions relatives à la tenue générale du chantier

2.12. Tout balisage nécessaires aux travaux ou à l'approvisionnement du chantier devra être réalisé à l'aide de dispositifs visuels entièrement réversibles de type panneaux, filets ou grilles de chantier ou rubalise. L'usage de la peinture est proscrit.

Tous les dispositifs de délimitation et de balisage devront être retirés en fin de chantier.

2.13. Les déchets contenus dans les matériaux alluvionnaires terrassés dans le cadre de ce chantier seront collectés et triés au fur et à mesure de leur mobilisation.

Seuls les déchets inertes (type fragments de béton), bois et éléments métalliques encombrants pourront être provisoirement stockés sur site jusqu'à la prestation de nettoyage complet du site prévue en fin de chantier de réfection de la prise d'eau.

Les autres déchets, notamment les plastiques et débris de câbles, devront être évacués au dernier jour ouvrable de chaque semaine travaillée.

2.14. Les matériaux nécessaires aux travaux seront autant que nécessaire, stockés à l'abri des intempéries et protégé des dispersions accidentelles par les éléments naturels, la faune sauvage ou les éventuels autres usagers des lieux.

2.15. Les travaux de maçonnerie seront réalisés de telle sorte que les risques de ruissellement et projections soient réduits au maximum :

- mélanges réalisés dans des contenants étanches ;
- protections disposées au sol lors des transfert de contenants et de la pose, destinées à recueillir les projections ou surplus ;
- pose et séchage au sec, hors période de pluie ;
- lavage des engins et outils dans un dispositif permettant la décantation des laitances et la récolte des résidus secs. Interdiction stricte de lavage dans le cours d'eau ;
- évacuation des résidus secs de décantation en-dehors du cœur de parc, vers une installation de traitement autorisée.

2.16. Tous les déchets de la vie courante du chantier, y compris déchets biodégradables, emballages des consommables, surplus et résidus de décantation des mortiers ou bétons, seront intégralement collectés et provisoirement stockés dans des conditions empêchant toute dispersion ou lessivage par les éléments naturels, la faune sauvage ou les éventuels autres usagers. Ils seront systématiquement évacués au dernier jour ouvrable de la semaine travaillée.

Tout brûlage est interdit.

Article 3 : Règles de caducité

Le présent avis conforme sera automatiquement caduc si les travaux ne sont pas entrepris dans un délai de 3 ans à compter de la notification de la décision municipale relative au dossier PC 006 129 22 P0001.

Il en sera de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus dans un délai supérieur à une année.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Conformément à l'article R.462-7 c) du code de l'urbanisme, le récolement à l'achèvement des travaux est obligatoire.

Article 5 : Autres obligations

Cet avis conforme n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur ou des droits des tiers.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Publication

Le présent avis sera communiqué à la Mairie de Saint-Sauveur-sur-Tinée et au Service instructeur des demandes d'urbanisme de la Direction départementale des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes agissant pour le compte de la mairie. Il sera publié pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 6 avril 2022



La Directrice-adjointe
du Parc national du Mercantour

Sandrine GRANDFILS

Copie :

- service territorial Tinée

Le présent avis conforme peut être contesté par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Il peut également être contesté dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.